

[Text]

ministre se tenait à l'écart du problème qu'on vit actuellement. Or, à la période de questions, à plusieurs reprises, on a vu le premier ministre indiquer à la population canadienne les démarches qu'il a faites et qu'il a l'intention de faire pour protéger nos agriculteurs, particulièrement ceux qui sont régis par les offices de commercialisation.

Je trouve votre démarche regrettable à un moment où les Canadiens, de tous les partis politiques, n'ont aucune raison de se chicaner ou d'essayer d'aller chercher certains avantages particuliers.

Les gens à qui on doit faire face ne sont pas à l'intérieur du pays. Ils sont à l'extérieur. On doit essayer de convaincre 107 pays de notre position. Je pense que c'est dans l'unité et la solidarité qu'on est plus forts. Si on est divisés et qu'on se met à se faire des petites chicanes partisans à l'intérieur du pays, on n'a rien à gagner.

Monsieur Wilkinson, vous dites dans votre exposé:

Alors que nous approchons de la phase finale des négociations, nous souhaitons continuer de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement en vue d'en arriver à un accord du GATT.

J'aimerais savoir si je me trompe dans mon appréciation. Si je comprends bien, vous êtes là pour nous appuyer dans notre démarche et non pour essayer de créer des embêtements au gouvernement.

Mr. Wilkinson: I don't think the farm community has created any impediments for the government on this GATT issue. I think the farm communities worked very hard with the government for a number of years to develop a balanced trade position in which we made numerous compromises among ourselves so that we could have a single position. In fairness to all farm leaders, no matter what was on the table there has been a great deal of energy and respect for each other's positions, we have maintained a balanced trade position and we have supported and encouraged the government on that for months.

I don't think what we are requesting is extraordinary, considering what we have on the block. If there are partisan problems in the House, that's not our doing. Our task is to encourage the Prime Minister during these last few of days and weeks, because of the critical problems and flaws we still see in this particular proposal... In relation to supply management and Article XI, there needs to be a hands-on approach taken with a number of world leaders to negotiate a solution because of the critical nature of the relationship between our producers in that area and the economy.

• 1720

I don't think that is unreasonable. For example, at a G-7 meeting a number of months ago—it might have been years ago by now; time flies when we're having fun—a commitment was made by all of the leaders that if a GATT deal wasn't

[Translation]

trying to avoid addressing the problems we are currently experiencing. And yet, in question periods, the Prime Minister has told Canadians on a number of occasions of the steps he has taken and intends to take to protect our farmers, particularly those regulated by the marketing boards.

I find your behavior particularly regrettable, coming as it does at a time when Canadians, whatever political party they belong to, should not be engaging in this kind of bickering and attempting to gain some sort of advantage to themselves.

The people who pose the real problem are not in Canada, but outside Canada. The fact is we have to convince 107 other countries to side with us on this issue. It is through unity and solidarity that we will prevail. If we are divided and engaged in partisan bickering within our own borders, absolutely nothing will be gained.

Mr. Wilkinson, in your statement, you say,

As we approach the final stage of negotiations, we hope to continue to work closely with the government to reach a new GATT agreement.

I would like to know whether my interpretation of your comments is accurate or not. As I understand you, you are here to support our action and not to try to create problems for the government.

M. Wilkinson: Eh bien, en ce qui concerne l'accord du GATT, je ne crois pas que la communauté agricole ait créé des problèmes pour le gouvernement. Elle a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement pendant un certain nombre d'années pour élaborer une stratégie commerciale équilibrée, et nous avons dû d'ailleurs faire de nombreux compromis pour que tout le monde soit sur la même longueur d'onde à ce propos. Pour être justes envers tous les dirigeants agricoles, dans tous nos débats, nous avons fait l'impossible pour respecter le point de vue des uns et des autres, nous avons milité en faveur d'une position commerciale équilibrée et nous avons toujours appuyé le gouvernement dans sa démarche en ce sens.

Je ne crois pas que nous demandions l'impossible, étant donné ce que nous risquons de perdre. Si l'esprit de clocher semble caractériser les débats à la Chambre, ce n'est pas de notre faute. Notre tâche consiste à encourager le premier ministre pendant les jours et les semaines qui viennent, justement à cause des graves défauts que contiennent cette proposition... Sur la question de la gestion des approvisionnements et de l'article XI, le gouvernement doit adopter une approche beaucoup plus interventionniste, en négociant une solution directement avec d'autres dirigeants, à cause de la nature particulière de la relation entre nos producteurs et l'économie dans ce secteur.

Je ne crois pas que cela soit déraisonnable. Par exemple, à la réunion du Groupe des Sept il y a quelques mois—c'était peut-être il y a un an maintenant, comme le temps file quand on s'amuse—tous les dirigeants ont convenu que s'il